

RAPPORT ANNUEL

Juillet 2024 - Juin 2025



Ce rapport annuel 2024-2025 présente les activités réalisées par le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, correspondant à l'année financière du CQDE.

© 2025
Centre québécois du droit de l'environnement
5248 boulevard Saint-Laurent,
Montréal, Québec, Canada
H2T 1S1
Courriel: info@cqde.org
Site internet: www.cqde.org

Rapport préparé par l'équipe du CQDE
Reproduction d'extraits de ce document permis
en citant la source

TABLE DES MATIÈRES

3 MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTION

4 LE CQDE EN BREF

6 ACTIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES
DANS L'INTÉRÊT PUBLIC
Contestation de la *loi sur les mines*

7 ACCÈS À L'INFORMATION
Registre public d'information environnementale
Forêt fairview
Contaminants dans l'eau à Drummondville
Fin des hydrocarbures
Refus du projet de GNL Québec inc.
Northvolt

10 RÉFORME DU DROIT
Réformes provinciales
Réformes écoblanchiment
Réformes fédérales

13 RECHERCHE
Écoblanchiment

14 ACTIVITÉS D'INFORMATION JURIDIQUE,
D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION
La Ligne verte
Obiterre

16 FORMATION DE LA RELÈVE EN
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT
Clinique juridique
Collaboration dans le cadre de la COP29

17 COMMUNICATIONS ET RAYONNEMENT
Site internet et réseaux sociaux
Couverture médiatique

20 FINANCEMENT
Financement à la mission
Partenaires financiers
Membres et donateurs

21 ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE
Équipe
Conseil d'administration
Comité juridique

MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTION

Vents de face : c'est l'expression souvent utilisée ces derniers mois pour décrire les reculs que nous observons tant sur le plan de la protection environnementale que des droits humains et de la démocratie. Déréglementation pour adopter à la hâte des projets à hauts risques, adoption de projets de loi lourds de conséquences en mode accéléré ou omnibus, affaiblissement des processus de participation citoyenne et de dialogue social : ces tendances, provinciale comme fédérale, annoncent des années difficiles. Or, elles rendent plus que jamais nécessaire la mission du CQDE : défendre une transition véritablement juste, écologique et démocratique. Ainsi, le CQDE continuera à agir comme gardien d'un état de droit protecteur de l'environnement.

Entre juillet 2024 et juillet 2025, notre équipe s'est mobilisée dans des dossiers stratégiques : contestation de la Loi sur les mines, victoires pour l'accès à l'information environnementale, poursuites du gouvernement provincial à la défense du registre public d'information environnementale et face au comportement du gouvernement pour le mégaprojet Northvolt. Ces interventions, menées avec rigueur et indépendance, ont

été largement relayées par les médias, du Québec voire jusqu'à l'international. Parallèlement, l'équipe a outillé des centaines de citoyennes et citoyens à travers le Québec et mené différentes interventions devant l'Assemblée nationale du Québec et le Parlement du Canada pour prévenir les reculs et exiger un droit qui soit résolument tourné vers la transition.

Et malgré un contexte géopolitique tumultueux et sombre pour les droits humains, nous avons pris le temps de célébrer les 35 ans du CQDE : 35 années de mobilisation et de victoires citoyennes, de collaborations stratégiques et de développement d'une expertise reconnue, grâce et avec vous.

La force de notre réseau, la créativité des mouvements citoyens et l'engagement de toute l'équipe du CQDE sont des atouts déterminants pour nourrir l'espoir d'un droit fort. Un droit au service de toutes et tous.

En toute solidarité,

Anne-Julie Asselin,
Présidente

Geneviève Paul,
Directrice générale

La force de notre réseau, la créativité des mouvements citoyens et l'engagement de toute l'équipe du CQDE sont des atouts déterminants pour nourrir l'espoir d'un droit fort. Un droit au service de toutes et tous.

LE CQDE EN BREF



**D'ENGAGEMENT POUR
UN DROIT AU SERVICE
DE L'ENVIRONNEMENT**

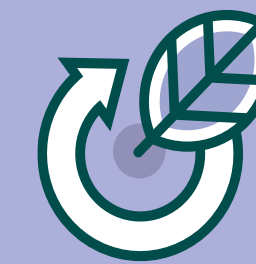
MISSION

Seul organisme de bienfaisance dédié au droit de l'environnement au Québec, le CQDE offre une expertise juridique indépendante et des outils éducatifs à la population. Il contribue au développement d'une législation et jurisprudence fortes et cohérentes et utilise le droit pour protéger l'environnement et faciliter l'accès à la justice.

MOYENS



INFORMATION &
SENSIBILISATION



RÉFORMES
LÉGISLATIVES &
RÉGLEMENTAIRES



ACTIONS &
INTERVENTIONS
EN JUSTICE

VALEURS

INTÉGRITÉ

INDÉPENDANCE

EXPERTISE

INNOVATION

COLLABORATION

ENGAGEMENT
SOCIAL



263
MEMBRES

+16 000
SYMPATHISANT·ES
partout au Québec

337
DEMANDES
d'information juridique
répondues via la
Ligne verte

5

INTERVENTIONS
en justice

7

ÉTUDIANT·ES
formées via la Clinique
juridique et le stage
du Barreau

8

PARTICIPATIONS
à des consultations
publiques et dépôts
de mémoires

+30

PARTICIPATIONS
à des conférences ou
événements publics

2024
2025

ACTIONS JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES DANS L'INTÉRÊT PUBLIC

CONTESTATION DE LA *LOI SUR LES MINES*

Représentée par les avocates du CQDE et d'Ecojustice, la Première Nation Mitchikanibikok Inik (MIFN) a contesté la constitutionnalité de certains articles de la *Loi sur les mines* du Québec.

En savoir plus



OCTOBRE 2024

La Cour supérieure du Québec confirme que le gouvernement du Québec a manqué, pendant des décennies, à son devoir constitutionnel de consulter la MIFN, lorsqu'il accordait des claims miniers pour l'exploration de son territoire.

NOVEMBRE 2024

Le gouvernement décide de faire appel du jugement et de ramener la Première Nation devant les tribunaux.

ET MAINTENANT ?

Le CQDE continue de s'impliquer dans ce dossier aux côtés des avocates d'Ecojustice pour mettre fin au désuet régime de libre accès miniers du Québec et pour s'assurer que les droits des peuples autochtones soient respectés. Une ou des interventions devant la Cour d'appel viendront soutenir nos démarches.

Une étape majeure non seulement pour la MIFN, mais aussi pour d'autres peuples autochtones qui se mobilisent pour la reconnaissance de leurs droits.

ACCÈS À L'INFORMATION

« Bien souvent, le seul écoulement du
temps équivaut à un déni d'accès »

– Jugement Horne (Cour du Québec, 2023)

REGISTRE PUBLIC D'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

En décembre 2024, après plus de 7 ans d'attente, **le CQDE poursuit le gouvernement du Québec** pour son incapacité à mettre en ligne le registre public d'information environnementale, un outil crucial prévu par la Loi depuis 2017.

85 organisations et individus apportent leur soutien public à ce recours dans une [lettre ouverte](#). Leur voix s'ajoutent à celle de plus de **1600 citoyen·nes** qui ont demandé au ministère de l'Environnement de passer à l'action dans ce dossier.

85 organisations et
individus soutiennent
le recours

1 600 citoyen·nes
joignent
leur voix

En savoir plus 

Pourquoi ce registre est nécessaire?

EN L'ABSENCE DU REGISTRE :

- De lourdes démarches
- Le soutien d'avocates peut être requis pour contester le caviardage
- De longs délais (pouvant se compter en années)
- Manque de prévisibilité pour toutes

AVEC LE REGISTRE :

- Toutes les informations accessibles en ligne en un seul clic

Capsule vidéo 

FORÊT FAIRVIEW

En août 2024, la citoyenne Brigitte Watson, représentée par les avocates du CQDE, **a réussi à lever une partie du caviardage** sur des documents liés à un projet de développement commercial et résidentiel controversé. Une victoire citoyenne pour l'accès à l'information environnementale!

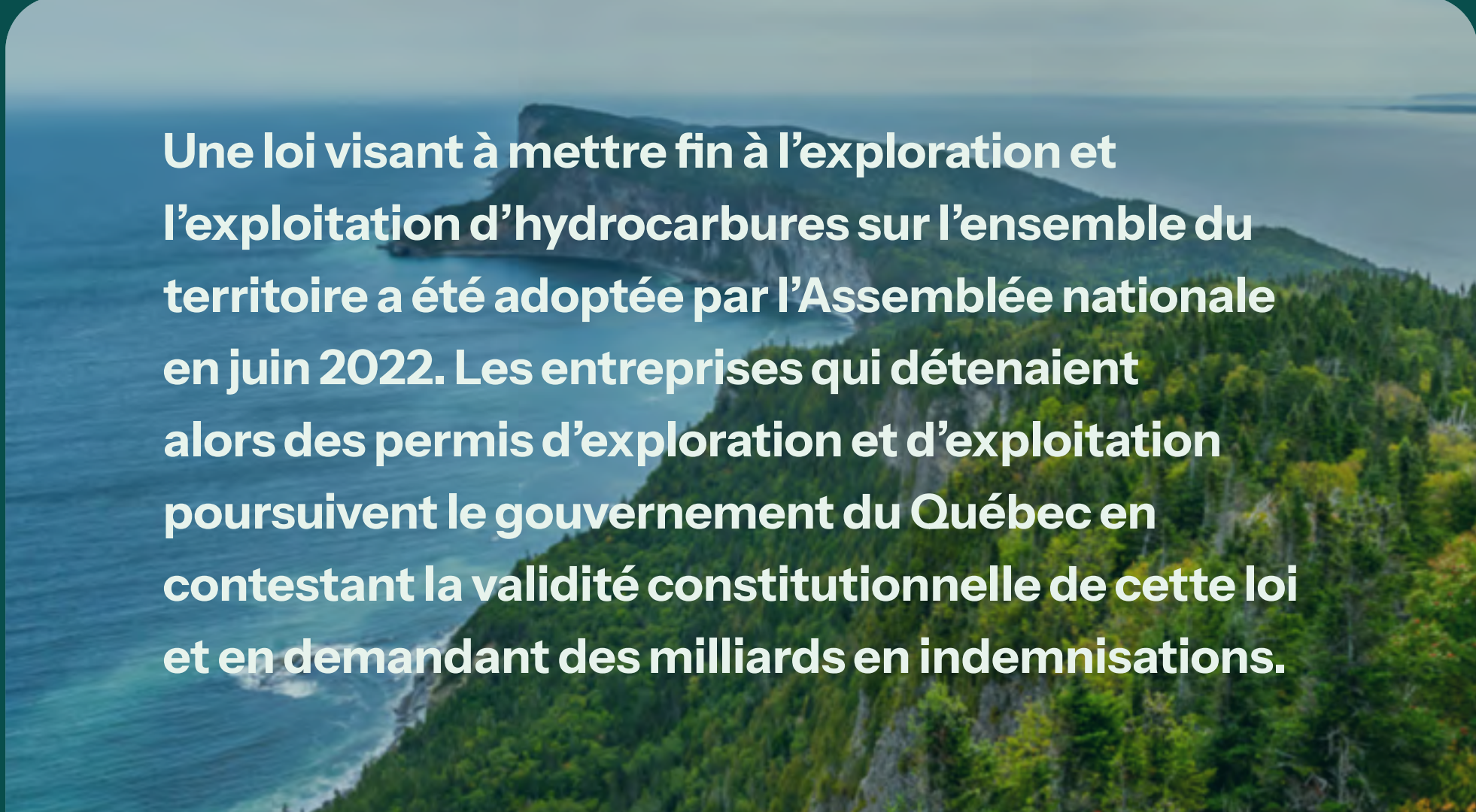
Et maintenant? Le promoteur a porté la cause en appel devant la Cour du Québec et l'audience est fixée au mois de novembre 2025. Il s'agit du premier « test » du nouveau régime transitoire d'accès à l'information environnementale de la Loi sur la qualité de l'environnement.

En savoir plus 

CONTAMINANTS DANS L'EAU À DRUMMONDVILLE

En avril 2025, feu Roger Pomerleau, un citoyen représenté par le CQDE, **a réussi à obtenir un rapport** détenu par la Ville de Drummondville, **qu'il demandait depuis janvier 2023**. Ce rapport porte sur les eaux traitées par un site d'enfouissement préoccupant pour la population locale en raison de risques de contamination des eaux. Une grande partie du rapport est désormais accessible au public.

En savoir plus 



Une loi visant à mettre fin à l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures sur l'ensemble du territoire a été adoptée par l'Assemblée nationale en juin 2022. Les entreprises qui détenaient alors des permis d'exploration et d'exploitation poursuivent le gouvernement du Québec en contestant la validité constitutionnelle de cette loi et en demandant des milliards en indemnisations.

FIN DES HYDROCARBURES

Le CQDE est intervenu dans cette saga afin de faire entendre une voix citoyenne indépendante. Bonne nouvelle! En mai 2024, la Cour d'appel du Québec oblige les pétrolières et gazières à fermer leurs puits pendant la durée du dossier devant les tribunaux.

Et maintenant? Le CQDE attend l'audience sur le fond (prévue pour 2026 ou 2027 au plus tôt) qui déterminera si cette Loi est valide ou non. La décision pourrait avoir un grand impact sur la portée de la notion d'expropriation déguisée.

En savoir plus



REFUS DU PROJET DE GNL QUÉBEC INC.

Dans ce dossier, le CQDE soutient le gouvernement du Canada, poursuivi à hauteur de 20 milliards de dollars dans une procédure d'arbitrage commercial international pour avoir refusé le projet de GNL Québec Inc.

La demande d'intervention du CQDE a été acceptée : notre mémoire portant une perspective citoyenne environnementale et défendant le principe de précaution sera considéré dans le cadre de cette poursuite.



En savoir plus



NORTHVOLT

En septembre 2023, les gouvernements du Québec et du Canada annoncent la construction d'une giga-usine de batteries de la multinationale suédoise Northvolt sur des terrains à Saint-Basile-le-Grand et McMasterville, en Montérégie. Il s'agit, selon le gouvernement, du plus gros projet privé de l'histoire du Québec. Ce projet touche à de nombreux enjeux de transparence, de participation du public et de protection de la biodiversité et de l'environnement.

En savoir plus



En septembre 2024, aux côtés de 30 organisations environnementales, citoyennes, de défense des droits et une association professionnelle, le CQDE réitère sa demande au ministre de l'Environnement de recommander une évaluation complète, incluant un BAPE, pour ce gigaprojet.

Dans le cadre de notre action en justice contre le gouvernement du Québec, le CQDE a mis la main sur de nouvelles preuves constituant des informations clés sur le projet. Ces informations ont permis de [sensibiliser et informer la population](#) au besoin d'une évaluation complète du projet et à l'importance de nos processus démocratiques.

30 organisations
impliquées



Lire la lettre

La procédure judiciaire contestant notamment des modifications réglementaires ayant permis au projet d'éviter le BAPE suit son cours en 2025-2026.

Alerte divulgâcheur! Alors que le gouvernement du Québec tentait d'écarter cette partie du dossier avant l'audience au fond de l'affaire, nous avons reçu une bonne nouvelle en août 2025 : la Cour supérieure du Québec a rejeté cette demande. **Une manche importante de remportée** qu'il nous semblait important de souligner même si elle dépasse la période officielle de ce rapport annuel.

RÉFORME DU DROIT

RÉFORMES PROVINCIALES

PROJET DE LOI **81** modifiant diverses dispositions en matière d'environnement

En novembre 2024, le ministre de l'Environnement déposait le projet de loi omnibus 81, qui modifie 13 lois, dont plusieurs sont sous la responsabilité du ministère de l'Environnement.

Malgré certaines mesures positives, le CQDE a exprimé de vives préoccupations dans un [mémoire](#) et en [commission parlementaire](#) face à des propositions qui viennent affaiblir le cadre juridique actuel et qui pourraient mener à :

- L'autorisation de travaux préalables pour certains projets du gouvernement ou d'Hydro-Québec à risques environnementaux élevés sans évaluation complète des impacts;
- L'exemption de projets à risques environnementaux élevés de la procédure d'examen et d'évaluation des impacts à la suite d'une évaluation régionale ou sectorielle;
- Des atteintes facilitées aux espèces menacées et vulnérables ainsi qu'aux milieux humides et hydriques.

Le CQDE a appelé le gouvernement à réviser le projet de loi, pour placer l'environnement et la démocratie au centre des priorités législatives.

En savoir plus



Lettre ouverte : La transition,
une excuse qui a le dos large

+30

organisations
signent la lettre
ouverte avec le CQDE

900

citoyennes se mobilisent
pour transmettre leurs
préoccupations

PROJET
DE LOI

93

Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville

Ce projet de loi spéciale déposé au bénéfice direct d'une entreprise privée de gestion de déchets dangereux, Stablex, génère plusieurs inquiétudes.

Dans un [mémoire](#) et en [commission parlementaire](#), le CQDE dénonce un contournement du cadre juridique en matière de protection de la biodiversité, des milieux humides et de la participation au Québec. L'organisme a alors demandé le retrait du projet de loi.

En savoir plus



Geneviève Paul
directrice générale
Centre québécois du droit de l'environnement

Extrait vidéo



+25 000
VISIONNEMENTS
sur nos différents
plateformes

« Il faut être fier-es de notre droit de l'environnement, travailler ensemble pour le renforcer plutôt que le piétiner.

Il nous faut un vrai dialogue social pour s'assurer de développer de bons projets, adaptés aux besoins de la population et limiter le cynisme envers nos institutions.

Il faut préserver l'environnement et notre territoire pour limiter les crises à venir. »

– Geneviève Paul, directrice générale du CQDE.
Message fort tiré de son intervention en commission parlementaire.

RÉFORME ÉCOBLANCHIMENT

Dans la lignée de ces dernières années, le CQDE continue de se positionner pour que l'écoblanchiment soit mieux encadré :

- **Dépôt de commentaires** sur les nouvelles lignes directrices du Bureau de la Concurrence concernant les déclarations environnementales pour renforcer la clarté et la rigueur des lignes directrices
- **Dépôt d'un mémoire** dans le cadre du projet de loi omnibus 92 modifiant diverses dispositions encadrant le secteur financier, incluant des recommandations pour soutenir les efforts visant à contrer les déclarations fausses ou trompeuses nuisant à l'intégrité du secteur financier.



RÉFORMES FÉDÉRALES

Droit à un environnement sain

En juin 2023, la *Loi Canadienne sur la Protection de l'Environnement* (LCPE) a été modernisée afin de reconnaître dans le préambule le droit de chaque personne au Canada à un environnement sain. Dans un mémoire déposé lors des consultations publiques visant à élaborer un cadre de mise en œuvre pour le droit à un environnement sain, nous avons demandé que son cadre d'application précise davantage la notion de « limites raisonnables » qui encadre ce droit.

PROJET DE LOI C-5

Loi concernant les projets d'intérêt national

Le 18 juin 2025, dans le cadre du projet de loi C-5 *Loi concernant les projets d'intérêt national*, le CQDE a déposé un [mémoire](#) à la Chambre des communes, s'inquiétant vivement des conséquences de ce projet de loi sur la démocratie et la protection de l'environnement. Ces inquiétudes ont été renforcées suite à l'analyse et à l'adoption expéditives de ce projet de loi aux multiples impacts. Le CQDE alerte sur un dangereux précédent.

En savoir plus



Lettre ouverte : « L'intérêt national »
d'abord, la démocratie ensuite ?

RECHERCHE

Projet de recherche avec Nature-Action Québec sur la protection de la rainette faux-grillon par les municipalités

Le CQDE a publié un rapport de recherche sur la protection de la rainette faux-grillon de l'Ouest et de son habitat, qu'on retrouve sur le territoire de 34 municipalités de la Montérégie et de l'Outaouais. Ce rapport, réalisé en collaboration avec Nature-Action Québec, permet d'identifier les forces et les faiblesses du cadre juridique actuel et de cibler des opportunités de contribution des municipalités, notamment pour les guider dans l'adoption de mesures réglementaires.



Rapport de
recherche complet



Rapport « Outils juridiques de protection de la biodiversité, des milieux naturels et du territoire en droit québécois »

Le CQDE a finalisé la mise à jour de deux rapports de recherche intitulés *“Liste des outils de protection du territoire sur les terres non fédérales du Québec”* préparés par le CQDE en 2013 (Me Girard) et 2016 (Me Bishai).

Le document consiste en l'un des recensements les plus précis et récents de l'ensemble des pouvoirs provinciaux en matière de protection du territoire et de l'environnement.



Rapport de
recherche complet

Rapport « Réglementation pour des stationnements écoresponsables : L'étendue des pouvoirs municipaux »

Dans le cadre d'un projet-pilote, le CQDE a produit un rapport de recherche sur l'étendue des pouvoirs municipaux pour réglementer en matière de stationnement écoresponsable. Ce rapport était destiné au Caucus écologiste municipal, réseau visant à outiller, rassembler et appuyer les élus municipaux de partout au Québec pour accélérer la transition écologique. Le rapport annuel n'est pas publié sur notre site web mais est disponible pour tous les membres.



ÉCOBLANCHIMENT

Nous avons publié une nouvelle recherche sur les risques d'écoblanchiment dans le secteur financier au Québec et au Canada. Elle contient **26 recommandations concrètes** pour renforcer la transparence et la responsabilité des institutions financières et des gouvernements. Ce rapport a été réalisé grâce au soutien du Fonds pour le droit de demain du Canadian Bar Association, du Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et de la Bourse Laure Waridel remise à Me Julien Beaulieu par Équiterre et la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

Cette année, le CQDE a également finalisé d'autres projets de recherche sur l'écoblanchiment. Il a commencé à diffuser les recommandations de son prochain rapport sur la consommation responsable :

UNE TABLE RONDE

réunissant des expertes pour échanger sur les meilleures pratiques en matière d'affichage environnemental

UN PANEL GRAND PUBLIC

organisé à la Maison du Développement Durable pour informer les citoyen·nes sur leurs moyens d'agir

En savoir plus



ACTIVITÉS D'INFORMATION JURIDIQUE, D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

LA LIGNE VERTE

Par le biais de la Ligne verte, le CQDE dispense de l'information juridique à la population, tant aux groupes citoyens mobilisés qu'aux organismes environnementaux, aux journalistes et aux élus qui tentent de mieux comprendre comment le droit peut être utilisé pour protéger l'environnement.

Cette année, le CQDE a traité **337 demandes d'information juridique** sur des sujets aussi variés que les pouvoirs des municipalités, la protection des milieux hydriques et des espèces ou encore l'accès à l'information. Inévitablement, les grands dossiers d'actualité tels que Stablex, Northvolt et le projet de loi 81 ont également suscité de nombreuses questions du public et des groupes mobilisés pour la protection de l'environnement.

337 DEMANDES
d'information
juridique

Accompagner des groupes citoyens pour augmenter l'impact de notre Ligne verte

Pour renforcer la portée de la Ligne verte, le CQDE a établi un partenariat lui procurant un lien privilégié avec le Réseau Demain le Québec. Les 150 groupes membres regroupant plus de 3 000 personnes ont notamment été invités à un webinaire pour mieux comprendre les compétences des municipalités et des MRC.

Nous avons également échangé sur la complémentarité du droit et de la mobilisation citoyenne pour faire avancer la protection de l'environnement.



En savoir plus



Article de blogue

OBITERRE

Obiterre, la banque d'information juridique gratuite vulgarisée en droit de l'environnement au Québec, permet d'informer un grand nombre d'individus et de multiplier le potentiel d'actions sur le territoire du Québec. Chaque année, nous publions de nouveaux articles pour rendre le droit plus accessible. Les thématiques sont choisies en fonction des grands dossiers d'actualité, des réformes législatives et des différents besoins identifiés à travers la Ligne verte

En savoir plus



OBITERRE
Transformez vos
questions en actions



+75 000
VISITES DU SITE

5
NOUVEAUX
ARTICLES

-  Claims miniers, quels sont vos droits comme propriétaire?
-  Les données et les redevances sur l'eau
-  Qui doit protéger le caribou et comment?
-  Les aires marines protégées : outil de protection de la biodiversité des océans
-  La navigation et le partage des compétences

FORMATION DE LA RELÈVE EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

CLINIQUE JURIDIQUE

Chaque année, le CQDE œuvre à former la prochaine génération d'avocat·es et de notaires en droit de l'environnement, notamment par le biais d'une Clinique juridique structurée et supervisée.

Exemples de missions :

- Répondre aux demandes citoyennes de la Ligne verte touchant à divers domaines de droit de l'environnement via des recherches dans les lois, la jurisprudence et la doctrine
- Rédiger des articles de vulgarisation pour alimenter la banque d'information juridique Obiterre
- Effectuer une veille législative et soutenir le travail d'analyse des réformes législatives et réglementaires

En savoir plus



5 UNIVERSITÉS
partenaires

1 NOUVELLE UNIVERSITÉ
partenaire : Université du
Québec en Outaouais

14 ÉTUDIANT·ES
au programme

2 STAGIAIRES
du Barreau

2 RECHERCHISTES
en droit pendant l'été

Réseau alumni

Les stagiaires ont l'opportunité de rejoindre le Réseau alumni du CQDE pour rester en contact avec les différentes cohortes, profiter d'espaces de réseautage et continuer de bénéficier de notre expertise en droit de l'environnement.

COLLABORATION DANS LE CADRE DE LA COP29

À l'occasion de la COP29, qui s'est déroulée du 11 novembre au 12 décembre 2024 à Bakou en Azerbaïdjan, deux étudiantes du Cégep de Jonquière, accompagnées de leur professeur, ont pu vivre l'expérience de ces négociations internationales à travers une collaboration avec le CQDE. Une expérience pédagogique formatrice.

COMMUNICATIONS ET RAYONNEMENT

Cette année, le CQDE a fait peau neuve avec une nouvelle image de marque, un nouveau site web et une nouvelle vidéo de présentation. Découvrez ces nouvelles plateformes conçues pour mieux vous informer et vous outiller!



35 ANS D'ENGAGEMENT, ÇA SE FÊTE!

Le 1^{er} mai 2025, le CQDE a également souligné ces célébrations par un événement festif dans ses nouveaux locaux.

2024
2025

SITE
INTERNET
ET RÉSEAUX
SOCIAUX

+16 180
ABONNÉ·ES



+4 500
ABONNÉ·ES



+147 000
VISITES DU SITE

+11 120
ABONNÉ·ES
à notre infolettre



+1 800
ABONNÉ·ES



+400
ABONNÉ·ES



Le CODE a
rejoint Bluesky!

COUVERTURE MÉDIATIQUE

Le CQDE est une référence incontournable en matière de droit de l'environnement pour les médias.

Sa présence médiatique contribue à diffuser et à vulgariser des notions juridiques afin d'éclairer et mobiliser le public sur les dossiers environnementaux importants.

+250
OCCURENCES
dans les médias

Le CQDE prend position sur différents sujets environnementaux stratégiques, seuls ou de manière conjointe. Cette présence soutenue dans les médias témoigne de notre volonté d'influencer les décisions publiques et de faire entendre une perspective juridique citoyenne dans la transition socioécologique.

24 septembre 2024



**AVENIR ÉNERGÉTIQUE DU
QUÉBEC - LE LEADERSHIP
NÉCESSITE DE L'ÉCOUTE**

1^{er} octobre 2024



**NORTHVOLT ET LE BAPE :
LES FONCTIONNAIRES SE VIDAIENT
LE COEUR SUR TEAMS**

10 décembre 2024



**QUÉBEC POURSUIVI POUR SON
INCAPACITÉ À OFFRIR UN
REGISTRE PUBLIC [...]**

28 janvier 2025

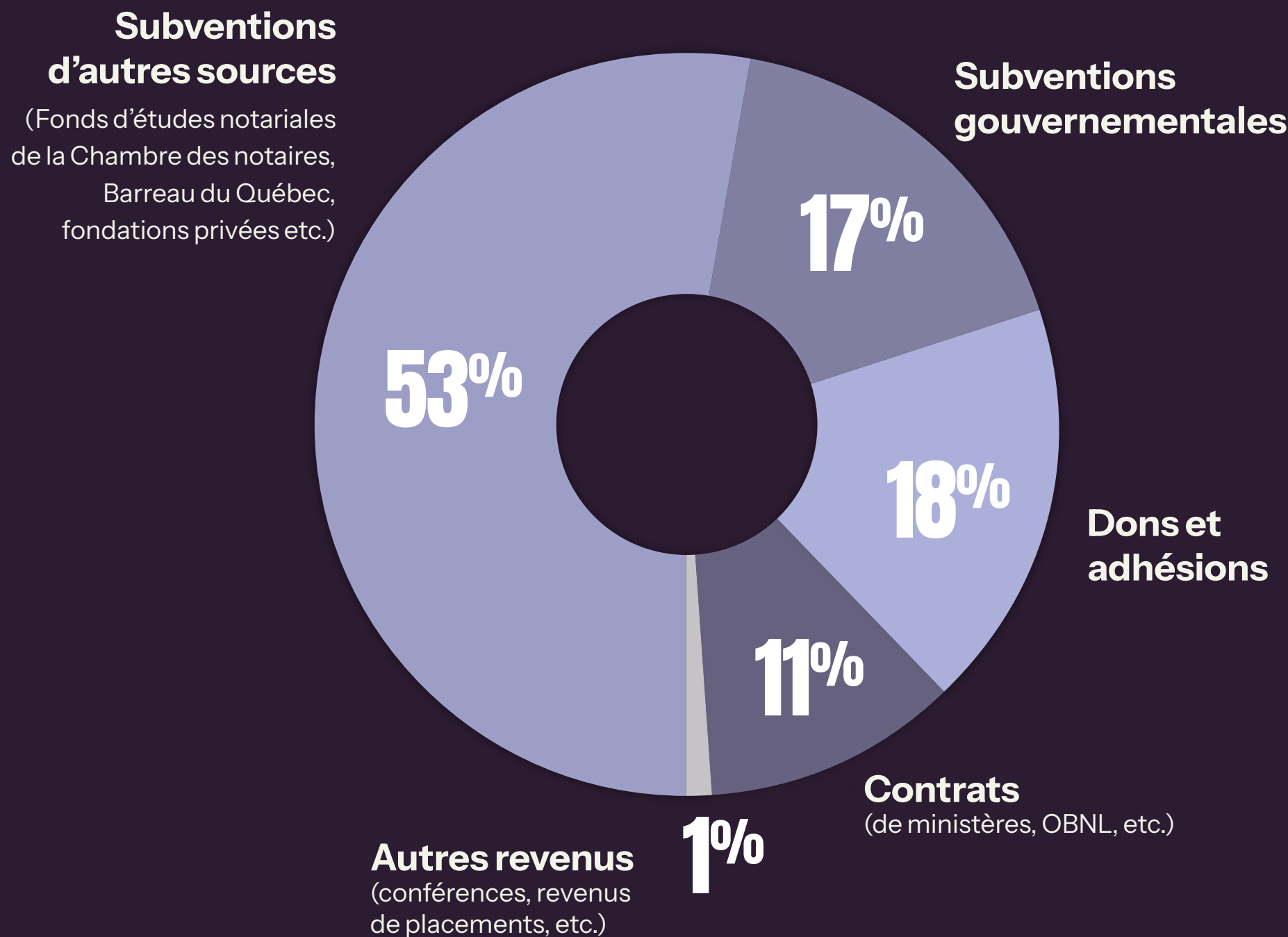


**« DE SÉRIEUSES
PRÉOCCUPATIONS » SOULEVÉES
PAR UN GROUPE DE JURISTES**

FINANCEMENT

C'est grâce à la générosité de nos fidèles collaborateur-trices financières et de nos chères donateur-trices et membres, que nous pouvons réaliser notre mission. Un grand merci!

SOURCES DE FINANCEMENT



MEMBRES ET DONATEUR-TRICES

Au 30 juin 2025, le nombre d'adhésions au CQDE s'établissait à **263 membres individuels et organismes actifs** répartis à travers le Québec.

L'organisme continue de bénéficier de la générosité de nombreux donateurs et donatrices qui nous donnent à l'occasion ou sur une base mensuelle. Cette année, le montant total des **dons individuels reçus s'élève à près de 99 000\$**, soit une **augmentation de 40%** par rapport à l'année dernière.

99 000
DOLLARS EN DONS

+40%
AUGMENTATION

Nos sincères remerciements également à la Fondation Ruben & So, la Fondation Esther Bourgeois, la Fondation Antoine Turmel ainsi qu'à de nombreuses congrégations.

ADMINISTRATION ET GOUVERNANCE

ÉQUIPE



En savoir plus 



Geneviève Paul
Directrice générale



Valérie Hénault
Directrice des opérations



Sophie Turri
Directrice des communications



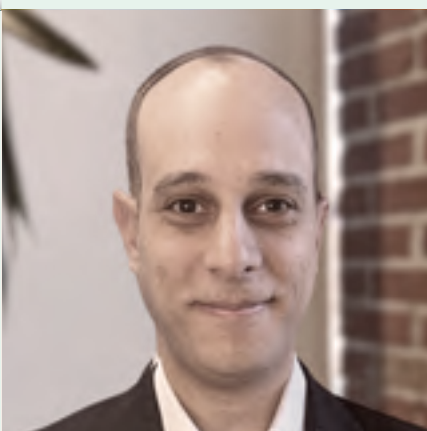
Eléonore Riffe
Chargée des communications



Ann Ellefsen
Avocate



Camille Cloutier
Avocate



Marc Bishai
Avocat



Camille Péloquin
Avocate



Sara Morin-Chartier
Avocate

ILS SE SONT IMPLIQUÉS EN 2024-2025 :

Un grand merci à Alexane Francisci (stagiaire du Barreau et avocate), Lisa Say et Leila Lopez-Proulx (rechercheistes en droit), ainsi qu'aux étudiantes de notre **Clinique juridique** pour leur passage au sein de notre équipe en 2024-2025.

CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Anne-Julie Asselin
Présidente



Camille Fréchette
Secrétaire

UN GRAND MERCI
au président sortant Cédric Gagnon-Ducharme, ainsi qu' à Rhéa Daher et Sylvain Gaudreault pour leur engagement récent au sein de notre conseil d'administration.



Stéphanie Roy
Vice-présidente



Josée Lecours
Trésorière



François Brochu
Administrateur



Daria Hobeika
Administratrice



Elisabeth Patterson
Administratrice



Maxime Simard
Administrateur



Étienne Pomerleau-Landry
Administrateur



Véronique Tousignant
Administratrice



Hugo Tremblay
Administrateur

En savoir plus



COMITÉ JURIDIQUE

Le CQDE compte sur un Comité juridique actif regroupant des expertes en droit de l'environnement. Le Comité juridique travaille notamment en sous-comités sur des sujets précis et peut, selon l'expertise, les intérêts et la disponibilité de ses membres, s'impliquer afin de soutenir la production de documents et le développement de projets.

	Michel Bélanger Avocat et fondateur du CQDE		Cédric Gagnon-Ducharme Avocat				
Anne-Julie Asselin Avocate		Sébastien Brodeur-Girard Avocat et professeur	Camille Fréchette Avocate		Hélène Mayrand Avocate et professeure		Roland Ouedraogo Touwende Docteur en droit et chargé de cours
	François Brochu Notaire		Jean-François Girard Avocat	Daria Hobeika Avocate		Marc-Antoine Racicot Avocat et doctorant	Stéphanie Roy Avocate et professeure
	Christopher Campbell-Durufié Candidat au Doctorat		Alexandre Lillo Professeur	Elisabeth Patterson Avocate		David Robitaille Avocat et professeur titulaire	
			Véronique Tousignant Juriste et associée		Allain Tellier Avocat	Hugo Tremblay Avocat et professeur adjoint	

En savoir plus 

 Membre du CA (voir page précédente)



 5248 boulevard Saint-Laurent,
Montréal, Québec, Canada H2T 1S1

 info@cqde.org

 cqde.org

